

Résultats ISSP – France – 2016

Rôle du gouvernement

L'enquête 2016 de l'*International Social Survey Programme* porte sur le rôle du gouvernement.

Le questionnaire, très détaillé, permet de bien appréhender les attitudes des Français en la matière :

- Sont-ils favorables au conformisme social et à la défense de l'ordre ? Ou plutôt défenseurs des libertés individuelles et du droit d'expression, même pour les tenants d'idées extrémistes ?
- Se sentent-ils compétents pour juger de l'action gouvernementale ?
- Comment assurer la sécurité publique et maintenir les libertés individuelles ?
- Quelles sont les fonctions d'un gouvernement ? Quels biens doit-il assurer aux citoyens ? Sur quels points devrait-il modifier ses politiques ? Celles-ci sont-elles jugées positivement ou négativement ? Quelles organisations influencent le plus les politiques gouvernementales ?
- Les impôts sont-ils trop élevés ou trop bas ?
- Les responsables politiques et les fonctionnaires sont-ils corrompus ?

La même enquête avait été réalisée en 1996 et 2006 avec un questionnaire largement semblable, ce qui permet de très éclairantes comparaisons. Chaque fois que c'est possible, les résultats de 2016 sont comparés à ceux de 2006 et 1996¹. On observe en fait beaucoup de permanences dans les résultats mais aussi quelques évolutions dans certains.

Les résultats (pondérés pour une meilleure représentativité) sont présentés dans l'ordre du questionnaire, en respectant la formulation des questions.

1501 réponses exploitables ont été obtenues de février à juillet 2016. Pour une telle taille d'échantillon, les marges d'erreur sont de + ou – 2.6 (pour une réponse recueillant 50 % des enquêtés).

La méthodologie de l'enquête est expliquée en annexe.

Analyses statistiques par Annette Casagrande,
Commentaires rédigés par Pierre Bréchon,
Institut d'études politiques de Grenoble, PACTE/CNRS.

Dans la suite du texte, les résultats sont exprimés en pourcentages horizontaux dans les tableaux et verticaux pour les autres questions.

¹ Les chiffres de 2016 figurent toujours en bleu.

1. Selon vous, faut-il absolument toujours obéir aux lois ou existe-t-il des circonstances exceptionnelles où il faut suivre sa conscience, même si cela conduit à enfreindre la loi?

	2016	2006	1996
- il faut toujours obéir aux lois, sans exception	22.5	21	16
- dans certains cas, il faut suivre sa conscience	70.7	72	79
- ne peut choisir/sans réponse	6.8	8	5

La loi n'est pas considérée comme un absolu intangible. Sept Français sur dix estiment qu'il faut parfois suivre sa conscience plutôt que la loi. L'autonomie de la personne est fortement valorisée, comme en 2006 et 1996².

Ce primat de la conscience individuelle – en dernière instance – se comprend assez bien dans une société où se développent les valeurs d'individualisation. L'apologie de la conscience est d'ailleurs un peu plus forte chez les personnes qui ont fait des études longues et qui sont politiquement orientées à gauche. Elle est plus faible chez les catholiques pratiquants.

2. Il y a plusieurs façons de s'opposer à une décision gouvernementale que l'on désapprouve fortement. Pouvez-vous indiquer si de votre point de vue, les actions suivantes doivent être autorisées ou non autorisées ?

		Certainement autorisées	Probablement autorisées	Probablement pas autorisées	Certainement pas autorisées	ne peut choisir/sans réponse
- organiser des réunions publiques de protestation contre le gouvernement	2016	55.8	27.7	6.3	3.1	7.2
	2006	59	26	5	3	7
	1996	63	25	4	2	5
- organiser des manifestations de rue	2016	53.8	28.0	6.7	4.1	7.3
	2006	43	32	12	6	7
	1996	50	30	9	5	6

L'action protestataire (par des réunions de protestation ou des manifestations de rue) contre des décisions gouvernementales est très largement considérée comme légitime. Les réunions publiques semblent perdre quelques points de légitimité alors que les manifestations de rue en gagnent. Du coup les deux types d'action protestataire se trouvent aussi légitimes l'un que l'autre. Ces évolutions contrastées sont difficiles à interpréter, d'autant qu'une modification a été introduite dans la traduction³.

On observe des différences sensibles selon les catégories de population. Les individus ayant poursuivi des études supérieures et les cadres supérieurs se montrent plus permissifs contrairement à ceux qui n'ont pas atteint le baccalauréat et aux classes sociales défavorisées. Les syndiqués sont un peu plus favorables que les autres aux actions protestataires mais l'écart avec les non syndiqués est plus faible qu'on aurait pu le penser.

² Il n'est pas certain qu'il y ait une réelle évolution en 20 ans. En effet, si on ne prend en compte que les réponses à la première vague de 2016, le primat possible de la conscience est de 75.8 %. Or il n'y avait qu'une vague d'enquête en 1996 et deux en 2006.

³ En 1996 et 2006, on demandait si ces actions étaient acceptables ou inacceptables et non pas si elles doivent ou non être autorisées.

3. Certaines personnes paraissent extrémistes aux yeux de la majorité. Imaginez des gens qui souhaitent renverser le gouvernement par la révolution. Selon vous, devrait-on permettre à de telles personnes...

		oui sans problème	Probablement oui	probablement non	absolument non	ne peut choisir/sans réponse
...d'organiser des réunions publiques pour exprimer leurs idées ?	2016	28.5	30.5	17.4	15.5	8.1
	2006	26	33	18	17	7
	1996	26	28	17	21	8
...de publier des livres exprimant leurs opinions ?	2016	34.0	36.2	10.5	9.2	10.2
	2006	31	39	12	9	9
	1996	34	32	12	13	9

Quels droits faut-il reconnaître aux ennemis de la démocratie, qui prônent des moyens d'action révolutionnaires ? Une majorité estime qu'ils doivent avoir le droit d'exprimer leurs idées dans des réunions publiques, une majorité plus conséquente leur reconnaît le droit d'exprimer leurs théories dans des livres.

Il ne semble pas y avoir d'évolution dans ces jugements alors que l'opinion est plus qu'avant focalisée sur l'extrémisme et la radicalisation violente de certains individus.

Les personnes de droite sont moins favorables à reconnaître des libertés aux extrémistes.

4. Tous les systèmes judiciaires font des erreurs, mais selon vous, laquelle est la pire?

	2016	2006	1996
- condamner un innocent ou	59.4	72	72
- laisser une personne coupable en liberté	25.4	19	19
- ne peut choisir/sans réponse	15.2	9	9

La possible condamnation d'un innocent apparaît insupportable à beaucoup alors que la non-sanction d'un coupable est plus facile à accepter.

La dernière enquête marque cependant une évolution assez sensible. La condamnation d'un innocent est un peu moins considérée comme la plus mauvaise solution (- 13 points). La peur qu'une personne coupable reste en liberté se renforce (+ 6) et davantage de personnes sont dans l'impossibilité de choisir (+ 7).

Avoir fait des études longues, avoir de hauts revenus et être de gauche renforce le rejet de la condamnation d'un innocent.

Ceux qui pensent qu'il est pire de laisser un coupable en liberté affirmaient aussi plus souvent à la question 1 qu'il faut toujours obéir aux lois. Alors que ceux qui refusent de condamner un coupable

innocent disaient qu'il faut parfois préférer sa conscience aux lois. Il existe une logique dominante qui privilégie les libertés et une logique minoritaire favorable avant tout aux régulations collectives.

5. Voici quelques actions économiques que le gouvernement pourrait faire. Pour chacune d'elles, pouvez-vous m'indiquer votre degré d'approbation ou de désapprobation?

		très favorable	assez favorable	ni pour, ni contre	assez défavorable	très défavorable	ne peut choisir/sans réponse
- réduire les dépenses de l'État	2016	69.5	16.8	5.5	3.0	2.4	2.8
	2006	66	20	6	3	2	3
	1996	74	15	4	2	1	4
- soutenir financièrement les programmes de création d'emplois	2016	48.4	32.0	9.9	4.4	1.6	3.7
	2006	46	31	11	7	2	4
	1996	50	26	9	7	3	5
- assouplir la réglementation du commerce et des affaires	2016	29.1	30.8	20.9	9.2	5.0	5.0
	2006	25	30	21	11	5	8
	1996	33	30	21	9	3	4
- soutenir l'industrie pour développer des produits et des technologies nouvelles	2016	43.5	36.5	13.1	2.4	1.3	3.2
	2006	40	36	14	4	1	5
	1996	42	33	15	5	2	3
- soutenir les industries en difficulté pour protéger les emplois	2016	37.7	37.5	11.7	7.4	2.2	3.6
	2006	34	33	17	10	3	4
	1996	39	28	15	11	4	3
- réduire la durée du travail pour créer des emplois	2016	13.9	15.8	20.5	21.1	23.0	5.6
	2006	13	14	18	22	28	6
	1996	37	20	15	12	13	2

Ces grands objectifs généraux d'une action gouvernementale sont tous, à l'exception du dernier, fortement plébiscités. Avec cependant une hiérarchie dans l'approbation. Il y a presque une unanimité pour souhaiter la réduction des dépenses de l'État. Néanmoins, les actions de soutien à l'économie – qui sont coûteuses pour les dépenses publiques - apparaissent tout à fait légitimes, même si le soutien à la création d'emplois et aux industries nouvelles convainc légèrement plus que le soutien aux secteurs en difficulté.

Comme dans toutes les enquêtes, le libéralisme économique est majoritaire : 59.9 % souhaitent l'assouplissement des réglementations qui pèsent sur les acteurs économiques, seulement 14.2 % s'y opposent.

En 2006, l'opinion n'avait évolué nettement que sur un point : la réduction de la durée du travail pour créer des emplois. Alors que cet objectif était largement soutenu en 1996, il était largement réprouvé en 2006. La mise en œuvre de la réduction du temps de travail à 35 heures semblait avoir mécontenté de nombreux salariés.

En 2016, les résultats restent proches de 2006 pour toutes les actions testées. L'évolution la plus importante concerne le soutien aux industries en difficulté pour protéger des emplois (qui progresse de 8 points, de 67 % à 75 %).

La logique des réponses est plutôt inattendue : plus on est favorable à réduire les dépenses de l'Etat, plus on est aussi demandeur de politiques de soutiens financiers à l'économie. Cette attitude est très corrélée avec l'orientation politique. Les personnes de droite veulent moins d'Etat et plus de soutien à l'économie, les personnes de gauche plus d'Etat et moins de soutiens à l'économie.

L'attitude « moins d'état, plus de soutiens économiques » est plus fréquente chez les plus de 35 ans, peu diplômés, à revenu modéré et chez les indépendants et les employés.

6. Pour chacun des secteurs suivants, pouvez-vous me dire si vous souhaiteriez que le gouvernement dépense plus ou moins? N'oubliez pas que dépenser « beaucoup plus » peut entraîner une augmentation des impôts, taxes ou cotisation sociales.

		dépenser beaucoup plus	dépenser plus	maintenir les dépenses actuelles	dépenser moins	dépenser beaucoup moins	ne peut choisir/sans réponse
- l'environnement	2016	12.5	27.5	41.1	11.8	2.7	4.4
	2006	17	34	34	7	2	5
	1996	11	29	42	9	3	6
- la santé	2016	20.2	40.1	30.9	5.3	0.6	3.0
	2006	22	35	33	6	2	3
	1996	17	33	36	8	2	3
- la police et l'ordre public	2016	11.2	31.6	45.2	6.4	1.4	4.0
	2006	9	24	48	10	4	1
	1996	12	27	45	7	5	4
- l'éducation	2016	20.6	33.6	36.0	5.4	0.5	3.9
	2006	20	38	31	5	2	4
	1996	23	38	28	4	3	4
- l'armée et la défense	2016	8.8	18.4	47.2	14.9	6.5	4.1
	2006	2	7	40	30	16	6
	1996	2	5	28	32	29	3
- les retraites	2016	16.8	35.2	39.4	3.6	1.1	3.9
	2006	14	30	43	6	2	6
	1996	13	23	52	5	2	6
- les allocations de chômage	2016	3.4	9.2	39.7	28.2	14.3	5.2
	2006	4	9	43	25	14	6
	1996	7	16	41	21	11	5
- l'art et la culture	2016	4.7	9.7	39.8	26.9	14.0	4.9
	2006	3	11	41	20	16	8
	1996	4	11	39	25	17	5

Si beaucoup voudraient en théorie une baisse des dépenses de l'Etat, ils peinent à identifier les secteurs dans lesquels ils souhaitent une réduction. Une proportion importante se déclare en faveur du maintien du niveau de dépenses (de 31 % à 47 % selon les secteurs) et même d'une augmentation : 60 % voudraient une augmentation pour la santé, 54 % pour l'éducation, 51 % pour les retraites, 43 % pour la police et l'ordre public, 40 % pour l'environnement, 27 % pour l'armée. Le niveau de dépenses apparaît seulement très contesté dans deux secteurs : l'art et la

culture (41 % pensent possible de réduire leurs budgets) et les allocations de chômage (43% voudraient y faire des économies).

Depuis 2006, la volonté de dépenser davantage a augmenté sensiblement pour l'armée et la défense (+ 18 points), la police (+ 10) et les retraites (+ 8). Par contre les attentes concernant l'environnement régressent (- 11) après avoir augmenté d'autant dans la première décennie. Ces évolutions semblent liées à la force de ces enjeux politiques dans l'opinion et les médias.

On observe une forte logique politique dans les réponses : la gauche est plus favorable aux dépenses, sauf pour la police et l'armée que la droite soutient plus fortement. La gauche soutient notamment les dépenses d'environnement, de santé, d'éducation, tandis que la droite souhaite des économies sur les allocations de chômage et sur l'art.

Des logiques sociales existent aussi en fonction des intérêts catégoriels : les catégories populaires sont plus favorables au soutien étatique à la santé et aux retraites alors qu'elles sont pour des économies en matière culturelle. Les milieux favorisés défendent les dépenses en faveur de l'éducation. Les jeunes préfèrent les investissements dans l'éducation et une augmentation des dépenses pour la santé et les retraites. Les plus de 55 ans souhaitent moins d'investissements dans l'environnement et l'éducation.

7. Globalement, les responsabilités suivantes doivent-elles ou non incomber au gouvernement?

		tout à fait	probablement	probablement pas	pas du tout	ne peut choisir/sans réponse
- garantir un emploi à chacun	2016	33.6	31.5	20.2	10.4	4.4
	2006	30	29	19	15	7
	1996	43	27	13	13	4
- contrôler les prix	2016	35.0	40.1	14.7	5.9	4.3
	2006	46	34	10	5	5
	1996	45	32	12	8	4
- assurer les soins de santé	2016	56.2	35.4	4.0	1.4	4.3
	2006	56	33	6	2	4
	1996	53	34	7	3	3
- donner un niveau de vie décent aux personnes âgées	2016	56.4	37.0	3.2	0.3	3.1
	2006	49	39	6	2	4
	1996	53	38	5	2	3
- aider le développement industriel	2016	25.0	53.3	12.7	2.8	6.1
	2006	29	49	13	4	7
	1996	36	43	12	4	5
- donner un niveau de vie décent aux chômeurs	2016	15.6	48.2	21.8	8.2	6.2
	2006	17	46	22	8	8
	1996	34	44	12	5	5
- réduire les écarts de revenu entre riches et pauvres	2016	50.9	25.6	12.6	6.8	4.1
	2006	50	24	13	8	5
	1996	51	25	11	9	4
- donner des bourses aux étudiants de familles défavorisées	2016	49.1	39.9	6.8	1.4	2.9
	2006	53	36	4	2	5
	1996	60	33	3	2	3
- assurer un logement décent aux démunis	2016	32.3	49.3	10.2	3.0	5.2

	2006	34	47	10	3	6
	1996	45	40	9	3	4
- imposer des lois strictes pour que l'industrie détériore moins l'environnement	2016	57.8	31.8	4.9	1.5	4.1
	2006	68	23	3	1	5
	1996	66	27	2	2	3
- promouvoir l'égalité entre hommes et femmes	2016	60.4	27.3	5.9	2.9	3.4

Les onze grands objectifs de politiques publiques – plus ou moins réalistes – identifiés par cette question sont tous très largement considérés comme relevant de la responsabilité gouvernementale. Avec cependant des nuances. Du plus au moins plébiscité, à presque même niveau, on trouve : un niveau de vie décent pour les personnes âgées, les soins de santé, les bourses pour étudiants défavorisés, la protection de l'environnement, l'égalité entre hommes et femmes. Puis, un cran en dessous, un logement pour les démunis, le développement industriel, la réduction des écarts de revenus entre riches et pauvres, le contrôle des prix. Enfin un niveau de vie décent pour les chômeurs et une garantie d'emploi pour chacun... Les attentes à l'égard du pouvoir politique apparaissent énormes. Le modèle de l'Etat providence, censé assurer le bien-être de tous et garantir une égalité entre catégories sociales, ou du moins atténuer sérieusement les différences, semble recueillir encore beaucoup de succès, alors que les moyens pour mettre en œuvre ces très ambitieuses politiques ne sont pas forcément disponibles.

Comme dans la question précédente, on trouve des logiques politiques et sociales. Ainsi les catégories populaires et à faibles revenus sont favorables à tous les objectifs sociaux dont ils bénéficient davantage. Ils sont davantage en faveur d'une garantie étatique de l'emploi et d'un contrôle des prix par le pouvoir politique. Donner un niveau de vie décent aux personnes âgées est une préoccupation plus soutenue chez les plus de 50 ans.

La gauche est nettement plus favorable à donner un niveau de vie décent aux chômeurs et un logement décent aux démunis. Elle est aussi plus favorable à la réduction des écarts entre riches et pauvres, tout comme les catégories défavorisées.

Les réponses ont peu bougé depuis 2006, même si la responsabilité de l'Etat tend à être encore légèrement plus affirmée dans quelques domaines.

8. Les gens ont des avis différents sur qui doit fournir certains services en France. Selon vous, qui devrait en priorité assurer...

	L'Etat	Les entreprises privées	Les organisations d'entraide, à but non lucratif	Les organisations religieuses	Les familles, parents ou amis	ne peut choisir/sans réponse
...les soins de santé	82.2	5.1	2.6	0.0	3.9	6.1
...la prise en charge des personnes âgées	65.1	7.1	8.9	0.3	12.9	5.7
...l'enseignement scolaire	87.6	4.9	1.1	0.5	2.6	3.3

Cette question prolonge la précédente. Pour un très grand nombre de Français, c'est bien à l'Etat qu'incombe en priorité l'enseignement scolaire, la fourniture des soins de santé, la prise en charge des personnes âgées. C'est seulement pour les personnes âgées qu'une minorité désigne en priorité les familles ou les organismes d'entraide.

9. Voici une liste de personnes ou d'organisations qui peuvent influencer les actions des gouvernements.

Lisez-la en entier et notez dans les cases ci-dessous les lettres correspondant selon vous aux personnes ou aux organisations qui influencent le plus en France les actions du gouvernement, en premier et en second ?

	Le premier plus influent	Le second
Les médias	21.2	21.7
Les syndicats	6.9	13.4
Les milieux économiques, les banques et l'industrie	45.1	15.1
Les organisations et les autorités religieuses	0.0	1.4
Les militaires et l'armée	0.5	1.1
Les organisations criminelles	0.8	1.6
Les personnes qui votent pour les partis au pouvoir	3.9	7.6
Les citoyens en général	6.5	8.0
Les organisations civiques et les associations de bénévoles	0.7	1.8
Les organisations internationales (par exemple les Nations unies, le Fonds monétaire international)	8.4	20.3
Ne peut choisir/sans réponse	3.6	6.3

Les résultats sont très nets : 60 % estiment que les milieux économiques, les banques et l'industrie constituent les réalités qui influencent le plus les gouvernements. Et 43 % citent les médias. Toutes les autres instances sont considérées faiblement influentes : par ordre décroissant, les organisations internationales, les syndicats, les citoyens, ceux qui votent pour les partis au pouvoir. Pratiquement personne ne retient dans son palmarès les organisations civiques et les associations, les militaires, les organisations criminelles, ou les organisations religieuses.

L'influence des milieux économiques est tout particulièrement soulignée par les personnes à haut niveau scolaire, les cadres supérieurs et les professions intermédiaires, les personnes orientées à gauche, les sans religion.

10. Voici deux opinions sur ce qui détermine les politiques menées en France. De laquelle de ces opinions êtes-vous le plus proche ?

	2016
- Les politiques menées en France dépendent plus de l'économie mondiale que des dirigeants au pouvoir	60.3
- Les politiques menées en France dépendent plus des dirigeants au pouvoir que de l'économie mondiale	36.3
- ne peut choisir/sans réponse	3.4

60 % des interviewés estiment que la mondialisation économique est plus explicative des politiques suivies que la volonté des dirigeants. Cela est encore plus marqué pour les fortement diplômés que les non diplômés, les cadres supérieurs et les professions intermédiaires que les employés et les ouvriers, les personnes de gauche que celles de droite.

11. Selon vous, les pouvoirs publics en France devraient-ils ou non, avoir le droit...

	Absolument le droit	Probablement le droit	Probablement pas le droit	Absolument pas le droit	ne peut choisir/sans réponse
...d'observer les gens par vidéo-surveillance dans les lieux publics	39.6	35.1	10.7	10.9	3.7
...de contrôler les courriels et toute autre information échangée sur internet	17.3	28.8	23.5	24.4	6.0

La vidéosurveillance dans l'espace public apparaît beaucoup plus légitime que la police des courriels et des informations partagées sur internet, refusée par un peu plus de la moitié des répondants. Cet écart est probablement dû au fait que la vidéosurveillance semble immédiatement utile pour assurer la sécurité dans la rue, alors que comprendre l'intérêt du contrôle des courriels et du contenu d'internet est moins évident.

Les réponses à ces deux questions sont fortement liées. Les contrôles sont moins acceptés par les personnes ayant fait des études longues et surtout se situant à gauche de l'échiquier politique.

12. Voici une échelle allant de 0 à 10, où 0 veut dire « toutes les informations dont disposent les autorités devraient être rendues publiques, même si cela comporte un risque pour la sécurité publique » et 10 « la sécurité publique devrait être prioritaire, même si cela limite l'accès aux informations dont disposent les autorités ». Où vous placeriez-vous sur cette échelle ?

Toutes les informations dont disposent les autorités devraient être rendues publiques, même si cela comporte un risque pour la sécurité publique											La sécurité publique devrait être prioritaire, même si cela limite l'accès aux informations dont disposent les autorités	Ne peut choisir/sans réponse
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		
2.8	2.3	3.1	5.3	4.6	19.6	7.8	13.3	14.6	4.5	11.5	10.5	

La question précédente portait sur la légitimité des contrôles des individus par le pouvoir et celle-ci invite à se situer entre priorité donnée à une information transparente des pouvoirs publics et priorité à la sécurité publique. Quand on est réticent aux contrôles (question 11), on demande aussi plus de transparence sur l'information.

On peut penser qu'une partie conséquente des individus n'a pas d'opinion arrêtée sur une question à laquelle elle n'a jamais eu l'occasion de réfléchir, ce qui exprime le niveau assez conséquent des sans réponse et de la réponse moyenne (note 5). Ceux qui prennent position le

font en privilégiant la sécurité publique (52 % sur les positions 6 à 10). La revendication de transparence n'est choisie que par 18.1 % de l'échantillon.

Les personnes positionnées à droite donnent plus la priorité à la sécurité alors que celles de gauche valident davantage la transparence de l'information.

13. Certaines personnes pensent que les autorités publiques devraient avoir le droit de prendre certaines mesures au nom de la sécurité nationale. D'autres ne sont pas d'accord. Pensez-vous qu'en France, le gouvernement devrait ou ne devrait pas avoir le droit de...

	Absolument le droit	Probablement le droit	Probablement pas le droit	Absolument pas le droit	Ne peut choisir/sans réponse
...recueillir des informations sur toutes les personnes qui vivent en France, sans qu'elles le sachent	22.3	35.2	20.4	16.9	5.3
...recueillir des informations sur toutes les personnes qui vivent dans les autres pays, sans qu'elles le sachent	15.1	30.4	26.4	18.8	9.3

Cette question est plus précise que les précédentes. Elle porte toujours sur les limitations acceptées à la vie privée pour des motifs de sécurité publique. Mais elle permet de voir si les interviewés font une différence entre recueil d'information sur la population vivant en France et la population résidant à l'étranger. C'est bien le cas. 46 % acceptent le recueil d'informations sur la population française, 58 % sur la population extérieure.

14. Imaginez que le gouvernement s'attende à un attentat terroriste. Selon vous, les autorités devraient-elles ou non avoir le droit de...

		absolument	probablement	Probablement pas	absolument pas	Ne peut choisir/sans réponse
...détenir des personnes, aussi longtemps qu'elles le souhaitent, sans les traduire en justice	2016	24.8	23.0	25.3	19.9	7.0
	2006	21	21	25	27	6
...mettre sur écoute les conversations téléphoniques des individus ⁴	2016	56.3	31.4	6.0	2.6	3.6
	2006	40	35	12	10	4
...arrêter les gens au hasard dans la rue	2016	8.5	16.3	27.7	40.3	7.2
	2006	6	13	25	52	4

⁴ En 2006, la modalité était rédigée de la manière suivante : « enregistrer les conversations téléphoniques des individus ».

A travers la menace terroriste, cette question porte toujours sur la conception des libertés publiques : devant une menace pour la sécurité nationale, quels contrôles de la population un gouvernement peut-il pratiquer ? La structure qui se dégage des réponses est assez claire : 88 % des enquêtés trouvent normal l'enregistrement des conversations téléphoniques, mais 68 % condamnent les arrestations au hasard dans la rue. Concernant la troisième possibilité, l'opinion est plus hésitante : 45 % réproouvent la détention de personnes (suspectes ?) sans traduction en justice et sans limitation de temps et 48 % s'y déclarent favorables.

Par rapport à 2006, on note une évolution semblable sur les trois mesures : les limitations des libertés individuelles sont encore un peu plus acceptées aujourd'hui, ce qui peut facilement s'expliquer par les attentats djihadistes à Paris en 2015.

Sur ces trois comportements des autorités, les personnes de gauche sont nettement plus sensibles à la défense des libertés publiques, de même que les personnes ayant fait des études longues et les cadres supérieurs.

Voici maintenant quelques questions à propos de la politique.

15. Vous intéressez-vous personnellement à la politique?

	2016	2006	1996
- beaucoup	9.8	11	12
- assez	27.5	33	34
- un peu	30.6	32	31
- pas beaucoup	19.6	16	15
- pas du tout	10.6	5	7
- Ne peut choisir/sans réponse	1.9	3	1

L'intérêt pour la politique, question très fréquemment posée dans les sondages mais rarement avec 5 modalités de réponses, apparaît assez stable, même si on peut noter une légère régression de cet intérêt depuis 2006⁵.

Les écarts de genre restent très forts, les femmes se déclarant nettement moins intéressées par la politique que les hommes. Appartenir aux catégories favorisées et avoir conscience de l'être renforce l'intérêt pour la politique : 64 % des cadres supérieurs et seulement 36 % des ouvriers se disent beaucoup ou assez politisés. Etre syndiqué ou ancien syndiqué est gage de politisation, de même que la pratique religieuse régulière (les sans religion sont beaucoup moins politisés qu'autrefois).

⁵ Mais là encore, il est difficile de bien interpréter l'évolution puisqu'une légère modification de traduction a été introduite dans la dernière modalité : au lieu de « pas du tout », la traduction antérieure était « nullement ».

16. Approuvez-vous ou désapprouvez-vous les déclarations suivantes?

		approuve fortement	approuve plutôt	ni pour, ni contre	Désap- prouve plutôt	Désap- prouve fortement	Ne peut choisir/sans réponse
- Les gens comme moi n'ont pas leur mot à dire sur l'action gouvernementale	2016	12.8	11.6	12.2	23.1	35.0	5.2
	2006	10	11	13	24	37	5
	1996	11	11	9	24	41	5
- Je comprends assez bien les grandes questions du débat politique national	2016	12.7	38.3	22.6	10.5	5.6	10.2
	2006	10	36	24	13	6	11
	1996	11	39	22	11	5	12
- Les députés essaient de tenir leurs promesses électorales	2016	2.4	10.1	18.8	33.6	29.7	5.4
	2006	2	10	25	32	25	7
	1996	3	18	18	34	23	4
- On peut faire confiance à la plupart des hauts fonctionnaires pour défendre l'intérêt du pays	2016	2.8	15.8	18.1	27.8	29.8	5.8
	2006	2	13	24	29	26	7
	1996	3	13	23	28	28	5

Le sentiment de compétence politique (2^{ème} question) est plutôt dominant dans les réponses : 51 % disent assez bien comprendre le débat politique national (contre 16 % pour lesquels le sentiment d'incompétence domine). Et 58 % estiment avoir leur mot à dire sur l'action gouvernementale (1^{ère} ligne).

Le sentiment de compétence politique (2^{ème} ligne) est, comme dans toutes les enquêtes, très lié à l'intérêt pour la politique : ceux qui s'intéressent à la politique se sentent en général compétents. Ce sentiment est plus élevé au haut de l'échelle sociale et chez ceux qui ont fait des études longues.

La confiance aux députés et aux hauts fonctionnaires est très faible et sont liés : ceux qui ont une image positive des députés et leur font confiance pour tenir leurs promesses électorales font aussi confiance aux hauts fonctionnaires. Les chiffres sont très semblables à ce qu'on observait dans les vagues précédentes, ce qui confirme que la critique des élites politico-administratives est un trait ancien de la culture politique française.

La confiance aux élites politico-administratives est plus importante chez les personnes âgées que chez les jeunes.

17. Globalement, comment évaluez-vous le régime fiscal français actuel, en tenant compte de tous les impôts, taxes ou prélèvements?

a. D'abord, diriez-vous que, pour les revenus élevés, ces impôts sont :

	2016	2006	1996
- beaucoup trop élevés	12.1	8	11
- trop élevés	17.8	16	17
- comme il faut	23.1	25	21
- trop faibles	27.9	28	32
- beaucoup trop faibles	10.9	14	13
- Ne peut choisir/sans réponse	8.1	9	7

b. Ensuite, diriez-vous que, pour les revenus moyens, ces impôts sont :

	2016	2006	1996
- beaucoup trop élevés	28.9	26	31
- trop élevés	47.3	49	47
- comme il faut	19.0	21	18
- trop faibles	1.0	1	2
- beaucoup trop faibles	0.0	0	0
- Ne peut choisir/sans réponse	3.8	3	2

c. Enfin, diriez-vous que, pour les bas revenus, ces impôts sont :

	2016	2006	1996
- beaucoup trop élevés	27.4	32	43
- trop élevés	23.1	28	29
- comme il faut	29.6	27	18
- trop faibles	9.7	3	4
- beaucoup trop faibles	3.7	1	1
- Ne peut choisir/sans réponse	6.4	9	5

Cette question porte sur l'évaluation du bon niveau des impôts par rapport aux revenus de chacun. Pour les hauts revenus, beaucoup estiment les impôts trop faibles. L'idée de faire payer les riches n'a pas disparu depuis 1996, mais a légèrement décliné : l'affirmation que les impôts sont trop faibles pour les revenus élevés, qui était soutenue par 45 % des individus, ne l'est plus que par 39 %. Elle est nettement plus fréquente à gauche qu'à droite, ainsi qu'au bas de l'échelle sociale. L'opinion a un avis tout différent pour les impôts des moyens et bas revenus, massivement jugés trop élevés.

Il est intéressant de repérer que la majorité antifiscale la plus forte s'observe pour les revenus moyens (question 12b), sans évolution dans le temps et sans différence importante dans les réponses selon les catégories de population. Plus de 3 Français sur 4 jugent les impôts trop élevés pour les revenus moyens, beaucoup de ménages s'identifiant probablement à cette catégorie.

Concernant les bas revenus, 72 % trouvaient en 1996 que leurs impôts étaient trop élevés en 1996 ; ce pourcentage était tombé à 60 % en 2006 et n'est plus aujourd'hui que de 50 %.

Les personnes ayant fait des études longues et appartenant aux milieux favorisés tendent à trouver que le niveau d'impôts des bas revenus est « comme il faut » ou même trop bas, alors que les milieux populaires, directement concernés, trouvent plus massivement leur imposition trop élevée.

18. Dans l'ensemble, estimez-vous que les autorités fiscales françaises...

	Toujours ou presque	Souvent	De temps en temps	Jamais	Ne peut choisir/sans réponse
...s'assurent que les gens paient leurs impôts	41.5	31.8	18.8	1.7	6.2
...traitent chaque contribuable selon la loi, sans tenir compte de ses relations ou de sa place dans la société	18.9	24.9	30.1	15.4	10.7

Pour trois répondants sur quatre, l'administration fiscale a une certaine efficacité pour faire rentrer les impôts : elle s'assure en général que les gens paient. Par contre seulement environ la moitié estime que l'administration fiscale traite chacun de la même manière, conformément à la loi.

Il y a très peu d'écarts de réponses à cette question selon les différentes catégories de population.

19. Et dans l'ensemble, pensez-vous qu'en France les grandes entreprises privées...

	Toujours ou presque	Souvent	De temps en temps	Jamais	Ne peut choisir/sans réponse
...respectent les lois et les règlements	8.0	30.1	42.5	12.7	6.8
...essaient d'éviter de payer leurs impôts	24.0	36.6	29.8	2.5	7.1

L'image des entreprises privées n'est pas excellente. 55 % pensent qu'elles ne respectent peu les lois (rarement ou jamais) et pour 61 % elles cherchent fréquemment (toujours ou souvent) à échapper à l'impôt.

Cette image est moins mauvaise chez les jeunes mais ne change pas beaucoup en fonction des positions sociales. Le clivage gauche droite fait par contre bouger les lignes, la droite ayant une meilleure image de l'entreprise que la gauche.

20. Selon vous, environ combien de responsables politiques sont en France impliqués dans de la corruption ?

	2016	2006 ⁶
- Presque aucun	1.2	1
- Seulement quelques-uns	12.6	14
- Un certain nombre	40.3	37
- Beaucoup	26.5	27
- Presque tous	14.8	17
- Ne peut choisir/sans réponse	4.3	5

La corruption des responsables politiques est considérée comme répandue par 41 % de l'échantillon, alors que 14 % l'estiment rare, 40 % se situant entre les deux. Ce chiffre moyen, élevé, est probablement signe d'hésitation, l'appréhension réelle de l'étendue de la corruption étant impossible pour le simple citoyen.

Depuis 2006 l'évolution est peu importante. Il semble y avoir surtout plus de personnes dans l'indécision et ne sachant pas répondre à la question.

Les moins de 35 ans et les personnes qui se sentent au bas de l'échelle sociale croient la corruption politique plus fréquente que les personnes âgées et celles qui ont le sentiment d'être en haut de l'échelle sociale.

21. Et environ combien de fonctionnaires sont en France impliqués dans de la corruption ?

	2016	2006 ⁷
- Presque aucun	3.3	2
- Seulement quelques-uns	21.9	18
- Un certain nombre	44.8	45
- Beaucoup	20.2	20
- Presque tous	3.3	7
- Ne peut choisir/sans réponse	6.5	7

L'évolution depuis 2006 est plus faible que pour les responsables politiques mais va dans le même sens. La corruption des fonctionnaires serait très limitée aux yeux de 25 % des sondés contre 20 % en 2006 (réponses presque aucun et seulement quelques-uns).

Si en 2006, les hommes politiques étaient plus sévèrement jugés que les responsables administratifs, on trouve aujourd'hui la même appréhension du niveau de corruption pour les uns et les autres.

Ceux qui croient en la corruption des hommes politiques croient aussi à la corruption des élites administratives. Ce sont donc dans les mêmes catégories de population que pour la corruption politique qu'on trouve une plus fréquente critique des fonctionnaires corrompus (chez les jeunes, au bas de l'échelle sociale...).

⁶ Question en 2006 : Selon vous, environ combien d'hommes politiques sont en France impliqués dans de la corruption ?

⁷ Question en 2006 : Et environ combien de responsables administratifs sont en France impliqués dans de la corruption ?

22. Au cours des cinq dernières années, est-il arrivé, à vous ou à un membre de votre proche famille, de rencontrer un fonctionnaire qui suggérait de lui verser un pot-de-vin ou demandait une faveur en échange de ses services ?

	2016	2006
- jamais	81.2	79
- rarement	7.9	9
- de temps en temps	4.5	5
- assez souvent	1.1	1
- très souvent	0.2	1
- Ne peut choisir/sans réponse	5.1	6

Les questions se font de plus en plus précises : 15 % disent avoir rencontré au cours des cinq dernières années un responsable administratif demandant plus ou moins clairement un pot de vin ou une faveur (réponses de rarement à très souvent), et qui faisait donc en quelque sorte payer ses services. Les écarts sociodémographiques à ce pourcentage sont faibles mais vont dans le même sens que pour les deux questions précédentes.

23. Pour chacun des objectifs suivants, le gouvernement français vous paraît-il actuellement réussir ou échouer à...⁸

		Tout à fait réussir	Plutôt réussir	Ni réussir, ni échouer	Plutôt échouer	Tout à fait échouer	Ne peut choisir/sans réponse
- Assurer les soins de santé	2016	6.5	35.9	29.9	20.5	4.3	2.9
	2006	6	33	36	18	4	3
- Donner un niveau de vie décent aux personnes âgées	2016	1.5	15.9	32.3	37.3	9.6	3.5
	2006	3	22	41	25	5	4
- Faire face aux menaces pesant sur la sécurité de la France	2016	4.2	31.9	32.3	18.2	9.4	3.9
	2006	9	40	32	10	4	6

Les jugements sur les performances gouvernementales actuelles sont beaucoup moins consensuels que la définition globale des responsabilités de tout gouvernement. Aucune politique n'est jugée pleinement réussie ou complètement ratée. Les jugements sont assez mesurés.

Ils sont assez favorables en ce qui concerne les soins de santé, sans changement notable par rapport à 2006. Ils restent plutôt favorables concernant les politiques pour assurer la sécurité de la France mais subissent une baisse sensible (de 49 % de jugements de réussite en 2006 à 36 % en 2016).

Par contre c'est l'impression d'échec qui domine quant au niveau de vie des personnes âgées, avec un sentiment d'échec en hausse de 17 moins (de 30 % à 47 %).

Sur tous les domaines pris en compte, les personnes de droite sont plus critiques que celles de gauche dans l'appréhension des politiques gouvernementales, ce qui est assez normal puisque la gauche était au pouvoir en 2016. Par ailleurs, les catégories favorisées se révèlent un plus positives.

⁸ Question en 2006 : Pour chacun des objectifs suivants, le gouvernement français vous paraît-il actuellement ... pleinement réussir...(le reste sans changement).

Annexe méthodologique sur la réalisation de l'enquête

L'enquête **International Social Survey Programme** (ISSP) est réalisée chaque année dans plus de quarante pays dans le monde, avec un questionnaire international commun, rédigé en anglais, collectivement mis au point, et traduit ensuite dans les différentes langues des pays membres. En France, l'enquête est pilotée par une équipe d'universitaires et de chercheurs (Pacte/Sciences po Grenoble, CMH Paris, CNRS).

Chaque enquête annuelle correspond à un thème particulier, qui a vocation à être répliqué environ tous les 10 ans. Le thème de 2016, sur le rôle du gouvernement, avait déjà été abordé en 1996 et 2006.

L'enquête française est auto-administrée par voie postale. Pour 2016, un échantillon représentatif de 6 000 numéros de téléphone a été sélectionné aléatoirement dans une base d'abonnés issue de tous les opérateurs (réalisée et tenue à jour par une entreprise spécialisée), aussi exhaustive que possible (20 millions de ménages et 2 000 000 d'individus n'ayant en principe qu'un portable), comportant aussi l'adresse postale. Les numéros de la liste rouge sont les seuls à échapper à cette base.

Une sensibilisation téléphonique a été faite au moment de l'envoi des questionnaires par voie postale, pour annoncer l'enquête et inciter à répondre. Pour les ménages, le contact téléphonique permet aussi de sélectionner, à l'intérieur du foyer, la personne qui doit répondre. On applique pour cela la méthode dite des anniversaires : c'est le résident dont l'anniversaire est le plus tôt dans l'année, à partir du 1^{er} janvier, qui est désigné pour répondre. 65 % des numéros téléphoniques de la liste ont pu être joints, 13 % correspondaient à de faux numéros et 22 % étaient injoignables.

Le premier envoi postal des questionnaires a eu lieu le 9 février 2016. Trois relances postales successives ont été réalisées à un mois de distance. Au moment du dernier envoi postal (14 juin), un nouveau contact téléphonique a été établi avec les personnes n'ayant pas encore répondu (47% d'entre elles ont été jointes).

Deux SMS sont aussi envoyés à l'échantillon pour leur rappeler l'enquête, l'un au début, l'autre à la fin.

1629 réponses ont été réceptionnées. 128 ont été déclarées « invalides » et donc éliminées parce que entièrement vierges, ou parce qu'un grand nombre de questions étaient sans réponses ou encore dans de rares cas du fait de réponses complètement contradictoires. 1501 réponses valides ont été obtenues. C'est sur cet effectif que les résultats en pourcentage sont calculés.

766 envois postaux sont revenus au moins deux fois pour adresses erronées ou obsolètes (PND). Sur 5234 questionnaires présumés réceptionnés, le taux de réponses reçues est de 31 % et celui de réponses valides de 29 %.

Les résultats sont redressés en fonction du genre, de l'âge et de la catégorie socioprofessionnelle, pour compenser les biais d'échantillonnage.

Pour l'enquête faite en 1996 sur le même thème, l'échantillon de départ était de 10 000 numéros de téléphone tirés aléatoirement de la base France-Télécom. Il n'y eut ni relance, ni incitation téléphonique. 1312 réponses valides figurent dans le fichier de données, soit un taux de retour de 13 % sur les courriers réceptionnés.

En 2006, 10 000 ménages furent sélectionnés aléatoirement à partir des listes d'adresses disponibles. Il n'y avait pas eu d'incitation téléphonique. 1824 réponses valides furent obtenues soit un taux de retour de 18.2 % (12.2 % en première vague et 6 % lors de la relance).

**On trouvera plus d'informations générales sur les enquêtes ISSP
sur www.issp-france.fr et www.issp.org**